...

La stratégie retenue par notre pays qui est un peu à l'image de se qui s'est fait en France en 1945 sous la férule du général de Gaulle est articulée sur la construction de centres anti-cancer dont quatorze devaient être construits et être fonctionnels avant 2014 dont six avant la fin 2010. Il est évident que la situation épidémiologique des cancers dans notre pays a évolué depuis lors du fait que notre population a encore vieilli, que les maladies chroniques sont de plus en plus prévalentes et que les politiques de prévention et de dépistage sont toujours quasiment inexistantes dans notre pays alors que les facteurs de risques tel le tabagisme sont en poussée constante, en particulier chez les plus jeunes d'entre nous.

Autant de raisons de penser dès cet instant à élargir ce programme à d'autres centres anti-cancer si l'on décide de rester sur cette stratégie, qui peut être, de l'avis de nombreux experts, non seulement discutée mais aussi discutable. Cependant, il nous semble évident que construire des bâtiments et les équiper tout en formant des escouades de professionnels pour les faire fonctionner s'avérera vite insuffisant pour vaincre le cancer dans un pays. Le combat contre ce fléau doit sortir des murs en béton pour aller en amont et essayer, si possible, de le vaincre avant qu'il n'apparaisse ou du moins lorsqu'il a réussi à contourner les défenses du patient, à le détecter à un moment de sa progression où il peut être facilement traité. C'est pour cela qu'il est nécessaire de doter notre pays d'une stratégie complémentaire à ce qui est en train d'être réalisé par les différentes institutions pour agir sur d'autres cibles que celle constituée par les cancers déjà malheureusement avancés. Ce plan ne saurait être la panacée pour la prise en charge immédiate des patients atteints de cancer, dont la responsabilité première est du ressort du système de santé tel qu'il existe aujourd'hui. Son rôle n'est pas d'importer des médicaments ou de surveiller la construction d'un centre anti-cancer mais de préparer l'avenir y compris proche puisque les progrès en termes de diagnostics précoces à un stade utile où il est encore possible de guérir avec des gestes relativement simples et peut coûteux peuvent se faire ressentir rapidement en très peu d'années à la condition que la volonté politique de faire avancer ce plan soit réelle. Cet ensemble d'actions planifiées de manière cohérente auraient pour objectif central la mise à niveau de nos connaissances sur cette terrible maladie et de ce qu'elle pèse exactement du point de vue épidémiologique dans notre pays mais aussi de développer de manière intégrée la prévention, le dépistage, le diagnostic précoce et de mettre en place des référentiels thérapeutiques le tout sous la forme d'un plan opérationnel quantifiable et évaluable. A situation exceptionnelle, solutions exceptionnelles. Si pour nos politiques, la lutte contre le cancer est vraiment une priorité alors ils doivent sauter le pas et ne pas s'arrêter à des considérations bureaucratiques en dotant ce plan d'un organe de gestion et pourquoi pas «une agence de lutte contre le cancer» qui soit indépendante des structures de soins tout en étant autonome ou du moins autant faire se peut vis-à-vis des tutelles qui exerceraient alors, entre autres, un rôle de contrôle sur cette institution.

De plus comme nous avons essayé de le montrer plus haut, il est clair comme l'eau de roche que si nous ne modifions pas en profondeur notre mode de vie et que nous restons tributaires de nos exportations en pétrole pour nous nourrir, nous soigner et maintenant acheter de nombreuses et belles voitures en attendant les jets privés, il sera impossible, financièrement parlant, de conserver un caractère équitable à notre système de santé notamment en matière de prise en charge thérapeutique des cancers du fait que les nouvelles molécules sont de plus en plus onéreuses et les cancéreux de plus en plus nombreux, en l'absence de plan cancer fondé sur la prévention, le dépistage et le diagnostic précoce, et alors, tenir à ce moment-là un discours égalitaire relèvera forcément de la démagogie.

A. S.

N. B. : à ceux qui ne l'ont pas encore lu, je ne saurais que recommander la lecture du livre de Georges Orwel La ferme des animaux *que personnellement je n'ai découvert que tardivement.*

Les raisons de la dégradation de l'école algérienne

Le débat qui s'est instauré, octobre 2011, sur *le Soir d'Algérie*, sur la crise du livre et de la lecture est fort intéressant et ouvre, j'espère, une fenêtre pour enfin comprendre plus clairement les raisons qui ont mené le pays à l'appauvrissement culturel.

J'apporte mon témoignage pour dire que de 1962 jusqu'à 1974 environ, les élèves formés sur la base des programmes laissés par la colonisation, à défaut d'autres, savaient lire, écrire et parler. En plus, l'école était apaisée, les formateurs (instituteurs, professeurs) respectés et aller à l'école était une joie pour les enfants et pour les parents. Il est vrai que le pays ne comptait que 10 millions d'habitants.

A partir de 1974, nous avons assisté à un total chamboulement de l'éducation nationale créant le trouble autant chez les parents que chez ceux chargés de l'éducation des enfants (directeurs d'établissement, instituteurs, professeurs). Et pas seulement dans l'éducation nationale.

Souvenons-nous, c'était l'époque également où l'on pouvait s'inscrire à l'université sans le baccalauréat, souvent avec même pas le niveau de 3e ou du CEP. (Sciences politiques, droit, quelquefois en sciences sociales) – Ainsi de certains moudjahed, de militaires, de membres du parti avec souvent inscription avec prise en charge par les entreprises et les salaires gardés. S'engouffraient par ce portillon certains fonctionnaires puissants ou pistonnés. Et comme pour l'école, on connaît aujourd'hui le niveau culturel et les compétences de certains avocats, de certains juristes et autres politologues devenus spécialistes en tous genres. Enseignant à l'université en 1976/1978 pour la formation des ingénieurs en aménagement, j'ai vécu intensément cette époque où l'enseignement dans l'université était mis à bas comme celui dans l'école primaire. On allait faire son droit au cinéma Capri, rue Charras à Alger. Quand on saute les étapes d'une bonne formation de base et aussi des humanités, l'arbre ne peut être prometteur. Bien sûr, ces nouveaux inscrits évitaient les sciences exactes.

On a voulu faire la culture de masse avec rapidité, au pas de charge, sans réflexion, sans choix didactique pensé et sérieux, sans moyens matériels (classe, outils pédagogiques), et l'arabisation était un credo. Il y a eu rupture de l'enseignement des langues dès 1974. Les choix didactiques de la réforme sont à l'origine du délaissement pour le livre et la lecture et les décideurs concernés sont à l'origine de la situation que nous vivons aujourd'hui.

C'était l'époque où pour toute question posée concernant des anomalies, pour toute contestation, il était répondu : «C'est politique !» C'était l'arme absolue des tenants du pouvoir. Du secrétaire de mairie au wali, du planton au directeur général, pour éviter toute contestation ou toute solution raisonnable on sortait le carton rouge «c'est politique».

Dans les sociétés nationales, on avait institué l'apprentissage de la langue arabe obligatoire à coups de notes de service. Urbaniste dans une entreprise, j'ai eu ainsi comme «enseignant» des techniciens en bâtiment, palestiniens ou syriens, qui n'en savaient pas plus que moi en matière de pédagogie et de programmation.

De 1968 à 1974, j'ai été arabisé trois fois dans diverses entreprises. J'ai perdu ce que j'avais appris en 1948/49 à la médersa El Khaldounia de Béjaïa avec Cheikh Chentir. Pourquoi ? Parce que le cœur n'y était pas et l'on sentait que toute l'opération était menée à des fins populistes. C'est de cette époque que cette notion de hizb França est née en opposant arabisant et francisant.

A partir de 1974/75 dans nos études d'urbanisme faites sur 15 villes de l'Est, je m'en souviens, les écoles étaient surchargées avec plus de 60 élèves par classe, on y enseignait en double vacation faute de classes, les instituteurs étaient recrutés sans qualification. Parce que les écoles manquaient, on réquisitionnait des logements ou des commerces biens vacants dans les immeubles rue Ben M'hidi à Alger ou ailleurs ainsi que dans tout le pays.

Ceux de mes enfants qui ont fait leur primaire entre 1967 et 1972, lisent, parlent et écrivent le français et l'arabe. Ils sont aujourd'hui ingénieurs et ont été bien instruits. Mon autre enfant qui a commencé son primaire dans l'école fondamentale en 1975 ne lit pas et n'écrit ni le français ni l'arabe. Il a fini allégrement sa 3e, inculte parce que formé dans un rez-de-chaussée de commerce rue Ben-M'hidi dans une classe de 70 élèves. Et c'était à Alger. Qu'en était-il à l'intérieur du pays ?

A l'époque dans les études d'urbanisme et du fait d'un fort taux d'accroissement démographique (3,2% - l'un des plus forts taux du monde avec celui du Mexique) ainsi que de l'incapacité d'y répondre par la formation d'enseignants en nombre et par la construction d'écoles, nous avions attiré l'attention des responsables sur cette situation qui s'aggravait exponentiellement. Nos études existent comme également ceux de l'AARDES. Nous en constatons les résultats aujourd'hui.

Peu à peu, la déprime scolaire s'installait ; on n'achetait plus les livres, les illustrés (Mkidèche, Bouzid). On ne lisait plus et toutes les librairies d'Algérie étaient vides. C'était à pleurer. Plus tard on entrait dans le désert des années 80 où on s'occupait plus de bananes grâce au PAP (Plan anti-pénurie) et on avait oublié le livre. Ce qui nous a menés ensuite dans l'enfer des années 90. On ne savait même plus comment était fait un livre et dans le ciel du stade du 5-Juillet on a redécouvert la lecture avec une écriture faite au laser. Et c'est ce jour-là que la médiocrité était devenue un hommage que le vice rend à la vertu.

Un autre indice concernant la dégradation. Dans le recensement de 1966, où j'ai participé, on avait posé la question concernant la part du budget accordé aux loisirs et à la lecture dans le budget des ménages. On avait donc la possibilité de connaître l'état de la culture. Depuis, cette question a disparu des enquêtes et on n'a aucune statistique sur la question. Bien que le ministère de la Culture fasse des efforts pour vulgariser la lecture et le livre dans le domaine public (romans), on est sans informations pour ce qui est du domaine scolaire qui relève de l'éducation nationale.

L'école algérienne réformée, à la hâte, sans grande réflexion, a été une catastrophe. Les programmes se faisaient, se défaisaient, les ministres passaient, les livres manquaient et la lecture petit à petit oubliée. Quand on ne lit pas, quand on n'écrit pas, il est utopique de croire pouvoir apprendre une langue quelle qu'elle soit.

Tous les acteurs du champ scolaire (enseignants, élèves, parents) sont convaincus de l'inadéquation de l'enseignement actuel et de ses objectifs ce qui fait qu'en matière de communication nous utilisons plus l'oralité que l'écrit. Comme conséquence, nous assistons aujourd'hui à un parler créole venant de la rue avec des mots comme matnirviniche ou bien matixistiche. Malika Boudalia en a fait une analyse dans son livre *L'école algérienne, de Pavlov à Benbadis*.

Oh ! Comme j'aurais voulu lire El Moutanabi en arabe classique comme je lis Victor Hugo en français. Mais il me reste quand même à chanter Hyzia, en dardja, que nous laisse Benguitoun.

Surtout qu'on ne me traite pas de nostalgique de l'école française ou des programmes d'éducation coloniaux. Non, il ne s'agit pas de cela. Il s'agit des mauvais choix didactiques de la réforme. Comme le disait Ferhat Abbas en 1962 «l'Algérie est mal partie». Je dis que notre école avait été mal pensée.

Attention, depuis 1962 à ce jour, tout n'est pas gris. L'un dans l'autre, on s'en sort assez bien, parce qu'on aurait pu connaître pire. On a fait de grandes choses, ne serait-ce qu'au renforcement des institutions, au découpage administratif, à l'émancipation de la société en général, au tracé de nos frontières, à la sauvegarde de notre souveraineté, à la construction d'industries diverses dont Sonatrach, à la réalisation des infrastructures, à favoriser l'emploi, à l'éveil des jeunes, etc… Mais hélas, on a raté beaucoup de choses, perdu trop d'argent, perdu trop de temps et perdu surtout le sourire. Qui reviendra, c'est certain. Car nous, nous passerons et le pays restera.

Abderrahmane Zakad, urbaniste, ancien officier de l'ALN/ANP